

Commission : Sommet international de Madrid UE-ASEAN+6

Problématique : L'Union Européenne et l'ASEAN plus 6, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales ?

Auteur : Brunei

Brunei est un sultanat situé en Asie du Sud Est, entre Singapour et Malaisie. Le sultan, Hassanal Bolkiah, détient à la fois le pouvoir religieux, politique, économique et militaire. Le pays est membre de l'ASEAN depuis le 8 janvier 1984, peu après avoir obtenu son indépendance après avoir été un protectorat anglais pendant presque 150 ans. Dans le cadre du Sommet de Madrid EUROPE-ASIE, la délégation de Brunei donne son point de vue sur une possible redynamisation de l'économie et des relations internationales entre l'Union Européenne et l'ASEAN+6.

Brunei vit, depuis ces dernières années, une croissance économique stable qui ne semble avoir qu'un seul frein : la fin du pétrole. En effet, ses principales sources de richesse sont son pétrole et son gaz naturel, qui représentent presque 90% de ces exportations. L'enjeu du Brunei est donc d'anticiper une transition énergétique afin d'assurer sa prospérité économique. De plus, le pays dispose de relations avantageuses avec les pays qui l'entourent, comme la Chine ou l'Indonésie, qu'il souhaiterait maintenir pour de futures collaborations. Enfin, le sultanat a modérément souffert de la crise sanitaire, avec une centaine de cas confirmés et seuls 3 morts du covid-19. Ainsi, il souhaiterait pouvoir aider les pays les plus touchés et vulnérables face à la crise dans le but de réaffirmer sa coopération à l'échelle internationale.

Le sultanat serait en faveur d'une redynamisation équilibrée de l'économie et des relations internationales entre l'Union Européenne et l'ASEAN. De fait, il a déjà signé, en 1992, l'AFTA (ASEAN Free Trade Area), qui a permis d'établir une zone de taxes stables (entre 0 et 5% de taxes dépendant des produits) au sein du continent asiatique. Cela a amélioré les échanges internationaux entre les pays de cette région. En parallèle, l'économie du pays a beaucoup bénéficié de cet accord: en l'espace de 10 ans, son nombre d'exportations a doublé, passant de 839,217 milliards de B\$ en 1990 à 1747,665 milliards de B\$ en 2000. De plus, Brunei est signataire du GATT (remplacé depuis par l'OMC) depuis 1947, qui avait pour objectifs de faire baisser les prix pour les consommateurs, mieux utiliser les facteurs de production et favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays détient un avantage comparatif. Il est également important de savoir que le petit pays dispose de trois ambassades européennes : l'Ambassade de France, la suisse et l'allemande. Par ces deux accords et ces ambassades, le sultanat a traduit sa volonté de coopération internationale, notamment dans le secteur de l'économie.

L'engagement du Brunei en faveur d'une aisance continue et d'une macroéconomie stable est souligné par Wawasan 2035, la vision nationale du gouvernement. Leur objectif est de développer l'économie brunéienne par le biais de l'augmentation des industries liées à l'exportation, en optimisant les opportunités de travail, afin d'offrir plus d'emplois aux populations locales, et d'attirer les investisseurs étrangers.

De nouvelles perspectives restent à explorer pour Brunei, notamment celle d'encourager les investissements sur son territoire. En effet, avec une fiscalité compétitive et neutre, le sultanat promeut une économie sur le long terme et des investissements, le tout en accordant suffisamment de revenus pour le fonctionnement des institutions. Avec son avantageux système fiscal et un prix de l'immobilier bas par rapport à ses voisins, Brunei détient un potentiel qui reste encore à exploiter.

Néanmoins, sur le court terme, le Brunei désirerait venir en aide aux pays les plus affectés face à la crise. C'est pourquoi, il souhaiterait coordonner avec l'Union Européenne une action pour aider des pays en développement afin de renforcer leur système sanitaire. En effet, il souhaiterait envoyer des médecins pour assurer un renfort médical dans les pays les moins développés du continent africain. En outre, Brunei, compte tenu de son expertise dans le domaine de l'exploitation pétrolière serait disposée à aider des pays en développement dans ce domaine, en vue d'identifier de nouveaux gisements. Nous ciblons particulièrement le Mozambique, qui dispose de ressources pétrolières intéressantes. Nous proposons, en étroite coordination avec l'Union Européenne, d'envoyer des experts des ressources pétrolières au Mozambique afin de préparer la mise en place de plateformes d'exploitation pétrolière.

En conclusion, Brunei est très ouvert à de nouveaux accords internationaux qui optimiseraient l'économie globale ainsi que les relations internationales. L'enjeu pour Brunei est de partager son

savoir-faire dans les domaines de l'exploitation pétrolière et de la santé. Le pays doit également songer à diminuer la part du pétrole et du gaz naturel dans ses exportations afin de se préparer à l'avenir.